

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 18/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur 

Société GSM SAS

BP 35
Velet
70100 GRAY

Références : UID257090/SPR/ES/ST 2023 - 0203M
Code AIOT : 0005904619

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement Société GSM SAS implanté VELET 70100 VELET. L'inspection a été annoncée le 05/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société GSM SAS
- VELET 70100 VELET
- Code AIOT : 0005904619
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société GSM exploite une carrière alluvionnaire sur la commune de Velet aux lieux-dits « Bois de

la Vaivre », « Pré Brenot », « Sur la Novion » et « en la Novion ». L'arrêté préfectoral du 15 décembre 2011 modifié autorise l'exploitation de cette carrière pour une durée de 21 ans et pour une production maximale annuelle de 80 000 tonnes.

D'après les prescriptions de cet arrêté préfectoral, les granulats extraits de la carrière sont acheminés vers des installations de traitement et de lavage situées à proximité par bandes transporteuses. L'exploitation des installations de traitement des matériaux venant de la carrière est autorisée et réglementée par un autre arrêté préfectoral.

L'inspection a concerné la zone en cours d'extraction et le bassin de décantation des fines de lavage issues des installations de traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- le niveau de production,
- les garanties financières,
- le suivi de la qualité des eaux de la nappe,
- la gestion des déchets inertes d'extraction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Contrôle de la qualité et des niveaux de la nappe	Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 26	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 4	/	Sans objet
2	Plan topographique	Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 23	/	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 12/05/2021, article 3	/	Sans objet
5	Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
7	Plan de gestion des déchets – nature et quantité	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Plan de gestion des déchets – traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
10	Plan de gestion des déchets – mesures de prévention	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
11	Plan de gestion des déchets – remise en état	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement bien suivie. Toutefois, les rapports de suivi semestriel de la qualité de la nappe montrent que le réseau de surveillance est incomplet (il manque un ouvrage de prélèvement) et un défaut d'information de l'inspection et de l'ARS sur l'existence et l'origine des concentrations de matière en suspensions observées au niveau de certains ouvrages situés en aval du site.

Il a également été constaté l'évacuation des bandes transporteuses suite au récent démantèlement des installations de traitement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...]La quantité moyenne annuelle de matériaux alluvionnaires autorisée à extraire est de 70 000 tonnes. Le production maximale annuelle pourra atteindre 80 000 tonnes [...]
Constats : Les niveaux de production des années 2019 à 2021 sur le site GEREPE sont inférieurs au niveau maximum de production autorisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan topographique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 23
Thème(s) : Risques chroniques, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan topographique orienté de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords [...]les bords de l'excavation,- le tracé des bandes transporteuses,-les zones remises en état,-les stockages provisoires des terres et matériaux de recouvrement,[...]Ce plan est mis à jour au moins une fois par an [...]
Constats : Le plan d'exploitation présenté par l'exploitant a été mis à jour le 21/09/2021. Il illustre l'ensemble des informations réglementaires (limites du périmètre, les abords, les zones réaménagées....). Les bandes transporteuses n'y sont pas présentées car elles ont été évacuées du site suite à l'arrêt de l'exploitation des installations de traitement qui étaient situées à proximité de la gravière et dont l'autorisation d'exploiter est actée par un arrêté préfectoral différent de celui réglementant la gravière. Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de ces bandes transporteuses.
Observations : L'exploitant veillera à mettre à jour le plan d'exploitation avant la fin de l'année.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contrôle de la qualité et des niveaux de la nappe

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2011, article 26
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux de la nappe
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les piézomètres de contrôle prescrits à l'article 10.4 feront l'objet de relevés réguliers et d'analyses des paramètres fixés ci-après : - hauteur d'eau, température, PH, matières en suspension totales, oxygène, conductivité, DBO5, DCO, hydrocarbures totaux, nitrates, aux frais du titulaire de la présente autorisation. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. La fréquence de ces mesures sera semestrielle durant toute la durée de l'autorisation. Si la valeur d'un des paramètres fixés ci-dessus mesurée dans les piézomètres avals dépasse le double de la valeur du même paramètre mesurée dans le piézomètre amont, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et l'Agence Régionale de Santé.
Constats : L'exploitant réalise le suivi semestriel de la qualité et du niveau des eaux de la nappe. Ce suivi est réalisé sur un réseau piézométrique composé de 6 ouvrages (5 en aval du site et un situé en amont hydraulique). Non conformité 1 : En revanche, le réseau des ouvrages de prélèvement ne comporte pas le piézomètre n°9 (en aval proche du site) contrairement à réseau prescrit à l'article 10.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter. Concernant les résultats de la campagne d'analyse d'avril 2022, il est observé au niveau de 2 ouvrages situés en aval éloigné des niveaux de concentration en matières en suspensions (MES) supérieurs aux limites de qualité des eaux brutes destinées à la consommation humaine de l'arrêté du 11/01/2007. Par ailleurs, ces concentrations sont plus de 2 fois supérieures à celle observée au niveau du piézomètre n°7 situé en amont hydraulique. Non conformité 2: Contrairement à la prescription, l'exploitant n'a pas informé l'inspection des installations classées de ce dépassement. Les rapports relatifs à cette campagne de mesures ne présente pas de commentaire et d'analyse des causes sur ces niveaux de concentration. L'exploitant adressera sous 1 mois les dispositions qu'il compte prendre pour lever les deux non-conformités ci dessus (absence de piézomètre n°9 et dépassement de la VLE en MES) avec un échéancier des travaux/étude à réaliser.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/05/2021, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant transmet au Préfet de Haute-Saône le document établissant les garanties financières de la phase I, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté et pour les phases suivantes, trois mois avant expiration de la phase précédente. Phase 1: 213280 euros
Constats : L'exploitant a présenté un acte de cautionnement d'un établissement bancaire montrant la constitution d'un montant de 228237 euros au titre des garanties financières. La validité de ce document est fixée au 31 décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'inspection du site montre l'absence de stock de déchets inertes d'extraction, car ces derniers sont utilisés pour le réaménagement de la carrière en coordination avec l'avancée de l'extraction.</p> <p>Un bassin prévu pour la décantation des fines de lavage est disponible sur le site. Toutefois, d'après l'exploitant peu de fines de lavage y ont été déversées, les installations de traitement étant à l'arrêt et en partie évacuées.</p> <p>Le jour de l'inspection, ce bassin présentait des eaux claires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté une estimation des volumes des déchets inertes produits depuis le début de l'exploitation du site. Ce document montre les volumes annuels des terres végétales et de limons générés par l'exploitation de la gravière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan de gestion des déchets – nature et quantité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;
Constats : Le plan de gestion des déchets inertes d'extraction a été mis à jour le 5/07/2022. Ce document présente une estimation des volumes de déchets inertes qui seront produits au cours de l'exploitation. Ces déchets sont les suivants: - les terres végétales (71000 m ³ estimés), - les argiles (500 000 m ³ estimés), - les fines argileuses (211 000 m ³ estimés)
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;
Constats : Le réaménagement est coordonné à l'exploitation du la gravière. Le PGD ne présente pas de zone de gestion de déchets inertes d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Plan de gestion des déchets – traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;
Constats : Le PGD précise les activités produisant des déchets inertes d'extraction. Il s'agit de l'activité de découverte avant l'extraction des matériaux et de l'activité de traitement des granulats. Ce document montre que les terres et les argiles de découverte sont utilisées pour la remise en état avec la réalisation de boisements humides, hauts fonds et de presqu'îles. Les fines issues des opérations de lavage des matériaux sont stockées dans des bassins et sont destinées au réaménagement en habitats humides boisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Plan de gestion des déchets – mesures de prévention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;
Constats : Le PGD présente les impacts potentiels des déchets inertes d'extraction utilisés pour les opérations de réaménagement et les moyens de prévention pour les réduire . Les modalités de suivi sont en particulier le suivi semestriel de la qualité des eaux de nappe. Il n'a pas été visuellement constaté de désordre au niveau des zones réaménagées avec ces déchets inertes d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Plan de gestion des déchets – remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Le PGD présente un plan illustrant les zones qui devront faire l'objet d'une remise en état. Ces zones concernent la morphologie des bassins et leurs berges. Il a été constaté une remise en état progressive du site coordonnée à son exploitation et cohérente avec celle décrite dans le PGD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet